

UNIVERSITES

La grosse colère des obstinés

Le mouvement de protestation contre le saccage de l'enseignement supérieur et de la recherche qui embrase depuis quatre mois les universités bute sur la fin de l'année. Face au gouvernement qui continue d'avancer ses pions, de manier provocations et répressions, la colère ne fléchit pas... Ce mouvement n'a pas fini d'étonner !

O n sait les directions syndicales toujours prêtes à se saisir des moindres reculs – ou supposés tels – pour valoriser leur action et leur pugnacité de négociateurs. On ne saurait d'ailleurs le leur reprocher quand reculs il y a... Mais force est de constater que le couple infernal VP-XD ne leur simplifie pas la tâche : Pécresse et Darcos manœuvrent et ne lâchent rien ! Et de recul, le mouvement n'en a pour l'heure pas enregistré...

Si le mouvement enclenché par les enseignants-chercheurs (EC) en janvier n'avait porté que sur la défense de leur statut, on pourrait peut-être trouver, en gratifiant bien, quelques éléments pour essayer de montrer que c'eût pu être pire... Et encore, la querelle d'interprétation des différences entre le décret publié le 25 avril, pendant les vacances de printemps, sur le statut des EC et la circulaire (d'application !) arrivée à point nommé pour brouiller les cartes, fait-elle rage ! Mais pour apprécier ce que ces quatre mois de grève, d'occupation, de manifestation, de cours hors les murs, de ronde obstinée... ont obtenu, point n'est besoin d'exégèses de textes juridiques !

Le mouvement, malgré sa force et sa détermination, n'a pas réussi à enfoncer un coin dans le dispositif de contre-réformes mis en place par le gouvernement qui vise à la destruction de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) en tant que service public : concurrence généralisée entre universités et entre ses personnels, fonctionnement calqué sur celui des entreprises avec ses conséquences en terme de clientélisme et de précarité, soumission de la recherche à des impératifs immédiats de rentabilité... Or, c'est bien

tout cela que les acteurs de ce mouvement voulaient mettre en échec !

Démarré contre le chamboulement du statut des EC et un projet aberrant de formation des enseignants, le mouvement a en effet très vite désigné la loi LRU et le « pacte » pour (?) la recherche comme responsables de cette entreprise de démolition du service public d'ESR. Il se confrontait donc au cœur de la politique menée par l'ovni-président avec sa brutalité coutumière... La logique de cette politique vient de loin, d'un engagement à construire un espace européen de l'ESR avant 2010 (nous y sommes), connu sous le nom de proces-

détermination, sa cohésion dont témoignent les coordinations nationales successives, a mené cette confrontation. Malgré les appels à l'élargissement, à la « convergence des luttes », il n'a pas été relayé... Les stratégies syndicales – sauter d'une journée à l'autre par trimestre (en oubliant le dernier !) – sont donc en question. La défense des services publics, portée par ce mouvement, est pourtant une cause commune qui peut fédérer ! D'autant que les attaques contre l'hôpital et l'université, par exemple, sont bien similaires... La FSU, particulièrement, aurait dû être en première ligne pour assurer la convergence des ripostes « de la maternelle à l'université ». Le loupé du 11 mars laisse un goût amer ! Bien sûr, 2003 – qu'il faut bien considérer rétrospectivement comme une défaite – pèse sur les mobilisations dans l'éducation... Mais « notre fédération » aurait pu, tout de même, essayer ! De convergences, les EC n'ont ainsi rien vu venir...

On ne peut éviter d'interroger la FSU sur une question particulière : la mal nommée « mastérisation ». Faire l'économie d'une année de formation rémunérée et donc « l'économie de la connaissance (du métier) », se débarrasser des IUFM, préparer un recrutement local des enseignants et une explosion de la précarité, accessoirement introduire la zizanie dans la FSU... Le projet s'insère parfaitement dans le dispositif du gouvernement contre le service public d'éducation. Mais il n'est pas au cœur de la logique LRU. Il est de plus apparu particulièrement bâclé, fourmillant d'inepties... C'est donc certainement sur ce dossier que le mouvement pouvait le plus facilement l'emporter. Las, notre grand syndicat du 2nd degré escomptait une invrai-



sus de Bologne, qui fut initié par le regrettable Claude Allègre, et de la stratégie de Lisbonne dont l'objectif est de faire de l'UE « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde d'ici 2010 ».

Les convergences... façon Godot !

Enfoncer un coin dans cet édifice pour commencer à le fissurer était – et reste – un objectif élevé ! Le mouvement dans les universités, historique par son ampleur, sa

MARCHANDISATION DE L'EDUCATION

Louvain : la résistance européenne s'organise

Du 25 au 29 avril 2009, la conférence européenne des ministres de l'Éducation se réunissait à *Leuven* (Louvain-La-Neuve) pour relancer le processus de Bologne, qui vise ouvertement l'instauration d'un grand marché européen de l'Éducation. Dans le même temps, près de 500 étudiants venus de toute l'Europe tenaient à Bruxelles un contre sommet. Un premiers pas de la résistance européenne contre la marchandisation de l'Éducation.



semblable « revalo » et celui du 1^{er} courait derrière – pour éviter le décrochage manifestement désiré par l'autre ? La FSU s'est engluée dans des « groupes de travail » précédents la commission Marois-Filatre qui devait rendre ses conclusions en juillet ; et le SNESup – que le mouvement avait retenu jusque là de s'engouffrer dans des négociations tant que VP ne retirait pas ses projets contestés – s'est laissé entraîner dans cette galère... Le résultat est désolant : la commission est à peine installée que XD, décidément adepte du camouflet, sort ses projets de décret !

En prime, nous héritons d'un accord entre le (si peu) *Catholic Doctor* et le Vatican qui confère aux instituts catholiques la possibilité de délivrer des diplômes, leur donnant ainsi par miracle le statut d'universités ! Le gang des soutanes n'a pas attendu pour livrer son chapelet de maquettes de masters « éducation »...

Rien ne sera plus comme avant ?

Si le mouvement qui continue d'enfiévrer l'Université n'a pas encore ébréché la politique de VP-XD contre l'ESR – à laquelle NS tient tant ! – et l'Éducation nationale, il est malgré tout fort d'avoir existé dans la durée. Fort de la prise de conscience collective – une dernière rare dans ce milieu où l'institution pousse à l'individualisme – de ce qu'est le libéralisme, de la compréhension que l'ESR doit rester un service public contre leur volonté de transformer le savoir en marchandise et l'université en entreprise. Fort de sa cohésion et des structures – AG, coordinations – qu'il a forgé. Fort de son inventivité, de l'imagination qu'il a libéré. Fort des rapports qui se sont tissés entre ses acteurs...

C'est cela que VP voudrait maintenant annihiler par la répression, les sanctions, les menaces sur la validation de l'année universitaire. Les EC ont raison de refuser qu'on leur impose des rattrapages comme s'il fallait effacer la grève qu'ils ont mené ! Ils sauront collectivement assurer que les étudiants ne feront pas les frais du mouvement qu'ils assument. Et il ne faut pas penser que les diplômes seraient dévalorisés : après tout, la « qualification » qu'ils attestent n'est, comme bien des choses en ce monde, qu'un rapport social dépendant des rapports de force... ?

JEAN MALIFAUD

En 1998, l'Union Européenne (UE) lançait à Bologne un processus de réformes des systèmes éducatifs européens. Dix ans plus tard, la conférence de Louvain-la-Neuve réunissait pour la cinquième fois les ministres de l'Éducation pour dresser des bilans et réajuster les objectifs. Une nouvelle étape, une progression incontestable de la construction d'un marché européen de l'Enseignement supérieur : harmonisé, compétitif, concurrentiel, devant répondre aux besoins du marché du travail... Cette terminologie managériale est celle du communiqué de Louvain-La-Neuve. Les communiqués officiels de l'UE ouvrent souvent sans complexe la porte aux financements privés⁽¹⁾, mais restent prudemment policés pour masquer la violence des réformes. Une stratégie à l'origine de nouvelles formes de droit (normalisa-

tion) encore peu maîtrisées par les citoyens. Ainsi, derrière la loi sur l'autonomie des universités et ses principes de « diversification du financement », d'apparition des « entreprises dans les conseils d'administration »... se cache la soumission du savoir à la demande des « consommateurs » de diplômes, étudiants mais surtout entreprises. Avec les « agences destinées à évaluer la qualité de l'enseignement », le marché peut exercer une pression directe sur les choix politiques des universités, notamment sur la suppression des sections peu rentables, de celles qui ne produisent ni brevets ni recherche « utile ». L'Université est peu à peu dépossédée de sa mission éducatrice au profit d'une logique de rentabilité économique de la société. Si le Royaume-Uni et la Belgique en étaient à la pointe, la France avec la loi Pécresse (LRU) et l'Italie avec la loi 133 (Gemini) devançant à présent le reste de l'Europe.

Vague européenne

A l'origine du contre sommet de Louvain : « Vague Européenne ».

1) « Une grande attention devra être accordée à la recherche de sources et méthodes de financement nouvelles et diversifiées », communiqué officiel du sommet des ministres réunis à Louvain.



PHOTO: DR

Ce collectif européen est né à Paris en prolongement de la *onda anomala*, l'onde anormale (pour incontrôlable), mouvement de résistance aux réformes italiennes de l'automne dernier⁽²⁾ : Ces rencontres internationales ont fait prendre la mesure de l'urgence à organiser un mouvement de résistance au niveau européen, celui où se pilotent réellement les politiques d'Education. L'appel au contre sommet est donc lancé. L'initiative de « Vague européenne » s'est organisée dans l'indépendance des organisations syndicales et politiques, jugées trop souvent bloquées au niveau national. Repenser la structuration des mouvements de résistances à partir de la « base » et regrouper autour de cet objectif des personnes d'horizons différents est devenu un enjeu central.

Un contre sommet autogéré

A l'instar du collectif organisateur, le contre sommet n'a reposé sur aucune structure préétablie (sauf AG, ateliers et manifestations). Un espace de rencontres et d'échanges s'est ouvert entre étudiants d'Allemagne, de Belgique, du Danemark, d'Espagne, de France, d'Italie, du Royaume-Uni, qui ont établi en situation leur propre programme. Cette logique d'auto-gestion a surpris les participants, car ça incitait à une révision fondamentale du rapport aux autres et du vivre ensemble. Elle substituait au confort mais aussi au manque de souplesse d'une préparation minutieuse, la nécessité de construire en permanence et ensemble les contenus, les objectifs et les méthodes. Un apprentissage parfois difficile ! Mais dans l'ensemble une réussite, une élaboration précieuse pour la construction d'une résistance européenne contre les réformes hégémoniques consacrant la marchandisation du savoir et la soumission de l'Education au secteur privé.

Processus de Bologne, stratégie de Lisbonne...

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les relations entre l'Europe, l'ERT, l'OCDE, l'OMC, le processus de Bologne, la stratégie de Lisbonne et la marchandisation de la connaissance à l'échelle européenne et mondiale... Une conférence de Geneviève Azam, Enseignante-Chercheuse et membre du conseil scientifique d'Attac. Une heure de visionnage qui, même lorsqu'on connaît un peu le dossier, éclaire la situation actuelle.

http://www.dailymotion.com/video/x8rxrj_du-processus-de-bologne-a-la-lru-un_news

Nous ne voulons pas d'un « marché de la connaissance » Appel à une mobilisation européenne contre la stratégie de Lisbonne en matière d'enseignement supérieur et de recherche !

En mars 2010, le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne sera celui des dix ans de la stratégie de Lisbonne qui encadre les politiques engagées dans tous les pays membres pour « moderniser » les systèmes nationaux de recherche et d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur, « formation tout au long de la vie »). L'ambition affichée d'une « société de la connaissance » ne peut être qu'encouragée lorsqu'elle est un pari sur l'éducation et la recherche comme biens publics, qu'elle garantit la démocratisation de l'accès au savoir, qu'elle permet aux citoyens l'analyse critique raisonnée des choix scientifiques et techniques qui leur sont proposés. Mais l'orientation prise actuellement est tout autre : elle réduit ce projet à la construction d'un « marché commun de la connaissance » dont nous constatons partout les conséquences délétères en termes d'affaiblissement de l'indépendance scientifique, de déstructuration du système de recherche publique, de renforcement du pouvoir des entreprises, de précarisation massive des conditions de travail et d'étude, de creusement des inégalités face au savoir, d'éloignement des citoyens des choix scientifiques et techniques qui les concernent...

EXTRAITS DE L'APPEL DE LOUVAIN

A commencer par les ateliers, où durant 3 jours les échanges se sont articulés autour du thème « repenser la société », et notamment la place de l'enseignement. Des réflexions ont été amorcées (et continuent sur la toile) sur des thèmes comme le rapport entre enseignant et enseigné, les universités populaires, la *Global week of action*⁽³⁾, l'autonomie, l'évaluation, le lobbying, les experts européens, les médias... Des comités d'action se sont penchés sur la désobéissance civile et les résistances alternatives.

Et bien sûr ce sommet a été l'occasion d'actions publiques à dimension européenne. Des actions « traditionnelles » comme l'occupation d'un auditoire à l'Université Libre de Bruxelles. Des actions plus originales comme une pièce de théâtre multilingue sur la marchandisation de l'Enseignement, jouée dans des lieux publics de Bruxelles par un groupe d'étudiants internationaux. Et bien sûr des actions plus officielles : une manifestation à Louvain, un défilé à Bruxelles rejoignant une manifestation nationale pour la réduction du coût des études, et une manifestation de clôture à Louvain-La-Neuve. Cette dernière, ponctuant le sommet et le contre sommet, a été sans doute la plus réussie. Se déroulant sur le campus de la plus grande université belge, elle a permis de sensibiliser les étudiants à ces problématiques (que beaucoup ignorent encore). Le bon déroulement de cette initiative publique est dû aussi à une équipe de clowns, qui tout au long de la manifestation a permis de canaliser l'énergie des policiers et des manifestants.

La « vague européenne » ne s'arrêtera pas

Ce contre sommet a été l'occasion pour ses participants d'évaluer l'avancée des réformes dans l'ensemble de l'UE, mais leur a aussi permis d'avoir une vue d'ensemble sur les luttes engagées et à engager. Un véritable réseau européen a été créé, des liens ont été tissés. Cette expérience des difficultés organisationnelles de l'autogestion mais aussi des diversités linguistiques et culturelles sera poursuivie. Les équipes de traduction sont d'ores et déjà renforcées. Et trois nouveaux rendez-vous des résistances européennes sont fixés :

- le contre-G8 de Turin (à l'occasion du *G8 university summit*) les 17, 18 et 19 mai prochain,
- la *Global Week of Action* en novembre 2009,
- le contre sommet organisé par le collectif printemps 2010 à l'occasion des dix ans de la stratégie de Lisbonne. ?

ANTOINE GONTHIER ET JEREMY GROSMAN

2) Sur les mobilisations en Italie, voir le numéro 14, page 39 de notre revue. A la rentrée 2008, le mouvement universitaire démarre contre la loi Gemini (ou loi 133) en Italie. Il donne lieu à un regroupement massif des étudiants et professeurs italiens à Rome, à l'université *La Sapienza*. L'assemblée appelle les étudiants Erasmus à se rassembler partout en Europe devant les consulats et ambassades d'Italie : 200 à 300 personnes se regroupent devant le consulat de Paris, rencontre qui donnera lieu au réseau « Vague européenne ».

3) Semaine mondiale d'actions pour une éducation libre et émancipatrice, cf. emancipating-education-for-all.org/content/actions-during-global-week-action-summary

4) Cf. appel et site : groups.google.fr/group/collectif-printemps-2010